

# BILLET DE 1 € ? UNE ÉVIDENTE NÉCESSITÉ

Le 18 novembre 2004, le Conseil des gouverneurs des Banques centrales qui composent la Banque centrale européenne a pris la décision de ne pas inclure de billet de un euro dans la deuxième gamme de billets euro dont la première coupure, le 5 €, vient d'être émise début mai 2013.

Cette position va à l'encontre de la demande de nombreux pays européens, à l'encontre des besoins des populations de la zone euro et même de celle des pays qui n'y appartiennent pas, elle va à l'encontre des intérêts de l'économie européenne et enfin à l'encontre de la déclaration votée par le Parlement Européen le 25 octobre 2005 à Strasbourg (voir pages 7 et 8).

À priori, on pourrait croire que le billet de un euro représenterait une charge financière pour la Banque de France qui percevrait un seigneurage très faible et supporterait des coûts de fabrication du même niveau que celui des autres coupures. C'est l'unique argument utilisé par le Conseil des gouverneurs pour ne pas émettre le billet de 1 €. Cette observation est pourtant partielle et ne permet pas d'appréhender une réalité plus complexe et moins désavantageuse pour les banques centrales émettrices.

Les coupures sont réparties en trois catégories, celles de thésaurisation (500 €, 200 € et 100 €), qui reviennent peu fréquemment aux guichets (entre 7 et 9 mois), celles de paiement (50 €, 20 € et 10 €) qui rentrent vite aux guichets (de 2 à 3 mois) et celle de rendu de monnaie (5 €) qui revient peu aux guichets (entre 4 et 5 mois). Les enseignements fournis par l'observation du billet de 1 \$, nous permettent de penser que le billet de 1 €, coupure de rendu de monnaie par excellence, rentrerait très peu aux guichets pour la partie en circulation dans la zone euro et quasiment pas du tout pour la partie en circulation hors zone euro. Il est donc plus que probable que la Banque perçoive plusieurs fois le seigneurage pour un même billet, tout en ne supportant qu'une fois le coût de fabrication.

D'autre part, si nous sommes partisans, comme c'est le cas pour la gamme euro actuelle, de la constitution d'une gamme homogène, c'est à dire hautement sécurisée et protégée de manière égale contre la contrefaçon, il ne serait peut-être pas indispensable d'inclure dans la fabrication du billet de un euro les développements les plus poussés de tous les signes de sécurité, permettant ainsi de produire une coupure à un

## QU'EST-CE QUE LE SEIGNEURIAGE ?

Ce terme qui rappelle le privilège dont bénéficie une banque centrale, celui de « battre monnaie », désigne la rente monétaire annuelle allouée à chaque banque centrale nationale par la Banque Centrale Européenne (BCE) au titre de la circulation des billets.

En effet, les billets en euros qui circulent dans la zone euro et dans le reste du monde représentent une dette de la BCE envers le public. En clair, c'est autant d'argent (près de 450 milliards d'euros) que la Banque centrale européenne emprunte, en quelque sorte, à tous ceux qui acceptent de détenir des billets <sup>(1)</sup>. Cet argent, l'Eurosystème (c'est-à-dire l'ensemble constitué de la BCE et des douze banques centrales nationales de la zone euro) peut le placer sur les marchés européens ou internationaux. Ces placements rapportent des intérêts, alors que, bien sûr, la BCE ne paye aucun intérêt aux citoyens qui détiennent ses billets. Le « seigneurage » est la différence entre le montant de ces intérêts perçus par l'Eurosystème et le coût de fabrication des billets. Il est réparti non en fonction de la circulation fiduciaire de chaque pays, mais en fonction de sa part dans le capital de la BCE.

Le seigneurage peut être calculé en multipliant le taux du marché monétaire par la valeur faciale de chaque dénomination et par le volume de chaque coupure en circulation, pondéré par la fréquence de retour de cette coupure aux guichets (si un billet vit 6 mois, la Banque doit supporter les charges de fabrication pour deux billets en ne percevant qu'une fois le seigneurage). Il est donc financièrement plus intéressant pour une banque centrale d'émettre des coupures de forte valeur faciale qui rapportent plus et reviennent moins fréquemment aux guichets.

Exemple fictif pour une coupure de 1 000 € qui aurait cent millions de billets en circulation : 100 000 000 de billets X 2 % (taux auquel l'Eurosystème prête de l'argent aux banques sur le marché monétaire) X 1 000 X 9/12 (si le retour du billet est de 9 mois) X 30 % (si la banque centrale concernée représentait 30 % du capital de la BCE) = 450 000 000 € perçus par la banque centrale concernée, chaque année, au titre du seigneurage du billet de 1 000 €.

Le seigneurage est une des principales sources de revenus pour la Banque de France comme pour toute banque centrale

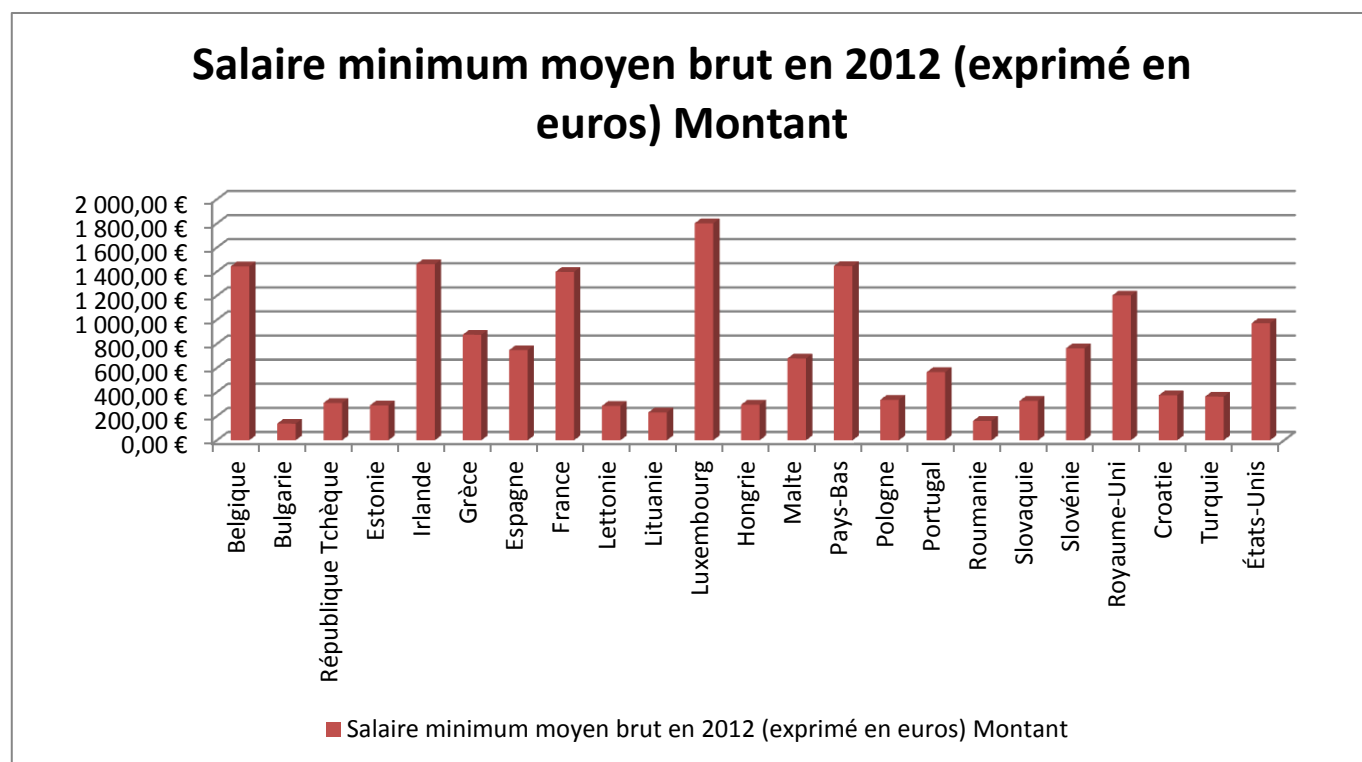
(1) : Le privilège de la banque centrale, c'est que les citoyens n'ont pas le droit de lui demander de rembourser cette dette (en or, par exemple), depuis que les billets ont, comme on dit, le cours forcé.

prix de revient un peu plus bas que celui des billets de haute dénomination. Cette démarche a d'ailleurs été appliquée pour la gamme euro actuelle (5 €, 10 € et 20 € avec stripe, 50 €, 100 €, 200 € et 500 € avec patch) ou pour la dernière gamme française (deux couleurs taille-douce pour le 50 F Saint-Exupéry, trois couleurs pour les autres coupures) sans remettre en cause la cohérence de ces gammes. L'argument du coût trop élevé est donc loin d'être convaincant.

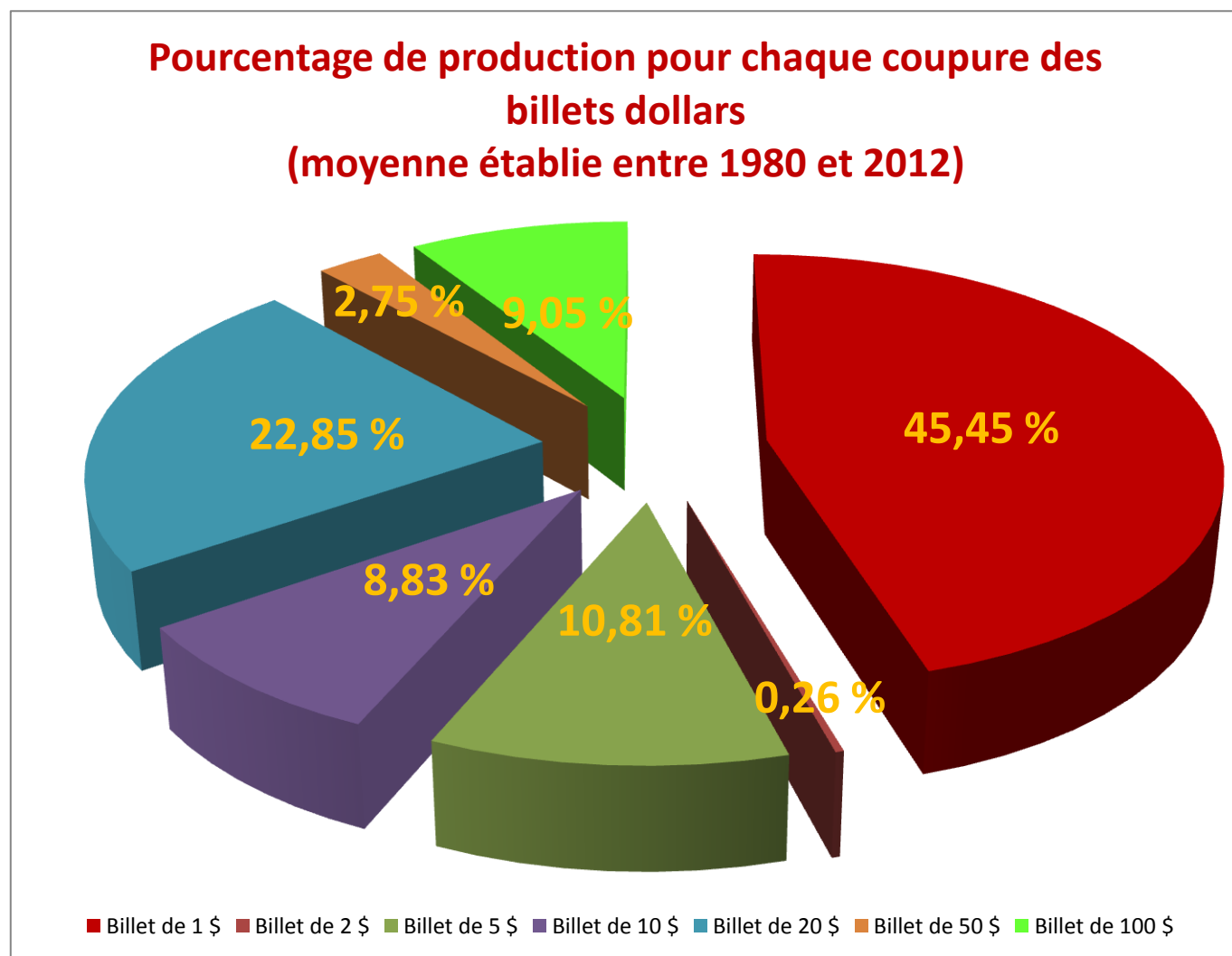
Le dollar est la monnaie de référence parce qu'il est utilisé en règlement des échanges internationaux, notamment pour ce qui concerne l'énergie. Il conviendrait ici de répondre à une première question : les hauts fonctionnaires à la tête de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales ont-ils la volonté de contrecarrer l'hégémonie (la dictature ?) du dollar dans les échanges internationaux ? La réponse peut-être d'ordre politique, c'est visiblement le choix actuel du Conseil des gouverneurs. Si elle est uniquement en fonction des données économiques qui concernent l'euro, il devient évident que la création d'un billet de 1 € aurait pour effet de matérialiser la monnaie européenne dans les pays hors zone euro et donc d'en développer l'utilisation, donc la demande. Le vote du 25 octobre 2005 au Parlement européen à Strasbourg en témoigne, pas moins de 370 députés de 25 pays ont voté une déclaration demandant à la Banque centrale européenne l'émission de billets de 1 € et 2 €. Les parlementaires des pays de la zone euro ont voté le texte (45 députés pour la France), mais aussi des parlementaires de huit pays qui ne sont pas dans la zone euro, comme le Royaume-Uni, le Danemark, la Hongrie, la Pologne, la Suède, la République Tchèque, la Lettonie et la Lituanie. Comment expliquer que tous les parlementaires européens, de toutes tendances politiques et de tous les pays d'Europe se mettent d'accord sur l'intérêt de créer un billet de 1 €, alors que les gouverneurs de la zone euro, hauts fonctionnaires mais isolés de la réalité et sans mandat des citoyens, refusent cette émission ?

La création d'un billet de 1 € correspond à une nécessité, il s'agit purement et simplement d'un service public à l'échelle de l'Europe. Il est aisé de comparer le positionnement des gammes des anciennes monnaies des pays de la zone euro, d'autres pays européens ou d'autres continents. Sur 246 billets de banque, représentant les gammes de 40 pays différents, 37, soit plus de 15 % ont une valeur inférieure à 1 €, 97, soit quasiment 40 % ont une valeur inférieure à 5 € (*voir tableaux pages suivantes*). La seule conclusion possible est de constater que la gamme actuelle de l'euro ne correspond pas aux besoins, il manque des billets de plus faible valeur faciale.

Il est aisé de compléter cet argument du positionnement de la gamme en examinant les salaires minimum de différents pays. Il est inférieur à 500 € pour 11 pays sur 23, inférieur même à 200 € pour deux d'entre eux (*voir graphique*). Comment croire dès lors que la gamme euro telle qu'elle existe puisse répondre aux besoins ?



Pour ce qui concerne le volume à produire, une comparaison avec le billet de 1 \$ nous permet de mesurer la proportion que pourrait prendre le billet de 1 € vis-à-vis des autres coupures de la gamme (*voir graphique ci-dessous*).



La commande annuelle de billets euro par la Banque centrale européenne se situe environ à huit milliards de billets, c'est donc près de quatre milliards de coupures supplémentaires (dont huit cents millions à un milliard pour la France) que constituerait la création du billet de 1 €.

La création d'un billet de 1 € présente donc des intérêts incontestables sur le plan économique, elle est indispensable si l'on se situe en termes de service public, elle serait d'un coût bien moindre pour les banques centrales nationales que ce que les gouverneurs veulent essayer de faire croire et enfin, elle représenterait un développement du plan de charge majeur pour les centres industriels de la Banque de France. Quel dossier présente autant d'éléments favorables ?

Chamalières, le 19 août 2013,  
le secrétariat.

PAYS-MONNAIE	COUPURE	CONTRE-VALEUR EN EURO								
		Inf. à 1 €	1 à 5 €	5 à 10 €	10 à 20 €	20 à 50 €	50 à 100 €	100 à 200 €	200 à 500 €	Sup. à 500 €
Allemagne, mark										
	5 DEM		2,55 €							
	10 DEM			5,11 €						
	20 DEM				10,22 €					
	50 DEM					25,56 €				
	100 DEM						51,13 €			
	200 DEM							102,26 €		
	500 DEM								255,65 €	
	1 000 DEM									511,29 €
Autriche, schilling										
	20 ATS		1,45 €							
	50 ATS		3,63 €							
	100 ATS			7,27 €						
	500 ATS					36,34 €				
	1 000 ATS						72,67 €			
Belgique, franc										
	100 BEF		2,48 €							
	200 BEF		4,96 €							
	500 BEF				12,39 €					
	1 000 BEF					24,79 €				
	2 000 BEF					49,58 €				
	10 000 BEF							247,89 €		
Chypre, livre										
	1 CYP		1,71 €							
	5 CYP			8,54 €						
	10 CYP				17,09 €					
	20 CYP					34,17 €				
Espagne, peseta										
	1 000 ESP			6,01 €						
	2 000 ESP				12,02 €					
	5 000 ESP					30,05 €				
	10 000 ESP						60,10 €			
Estonie, couronne										
	1 EEK	0,06 €								
	2 EEK	0,13 €								
	5 EEK	0,32 €								
	10 EEK	0,64 €								
	25 EEK		1,60 €							
	50 EEK		3,19 €							
	100 EEK			6,39 €						
	500 EEK					31,95 €				
Finlande, mark										
	10 FIM		1,68 €							
	20 FIM		3,36 €							
	50 FIM			8,41 €						
	100 FIM				16,82 €					
	500 FIM						84,09 €			
	1 000 FIM							168,19 €		
France, franc										
	20 FRF		3,05 €							
	50 FRF			7,62 €						
	100 FRF				15,24 €					
	200 FRF					30,48 €				
	500 FRF						76,22 €			
Grèce, drachme										
	100 GRD	0,29 €								
	200 GRD	0,59 €								
	500 GRD		1,47 €							
	1 000 GRD		2,93 €							
	5 000 GRD				14,67 €					
	10 000 GRD					29,35 €				
Irlande, livre										
	5 IEP			6,35 €						
	10 IEP				12,70 €					
	20 IEP					25,39 €				
	50 IEP						63,49 €			
	100 IEP							126,97 €		
Italie, lire										
	1 000 ITL	0,52 €								
	2 000 ITL		1,03							
	5 000 ITL		2,58							
	10 000 ITL			5,16 €						
	50 000 ITL					25,82 €				
	100 000 ITL						51,65 €			
	500 000 ITL							258,23 €		
Luxembourg, franc										
	100 LUF		2,48 €							
	1 000 LUF					24,79 €				
	5 000 LUF							123,85 €		

Malte, livre									
2 MTL		4,65 €							
5 MTL				11,65 €					
10 MTL					23,29 €				
20 MTL					46,59 €				
Pays-Bas, florin									
10 NLG		4,54 €							
25 NLG				11,34 €					
50 NLG					22,69 €				
100 NLG					45,38 €				
250 NLG						113,45 €			
1 000 NLG							453,78 €		
Portugal, escudo									
500 PTE		2,49 €							
1 000 PTE		4,99 €							
2 000 PTE			9,98 €						
5 000 PTE					24,94 €				
10 000 PTE					49,88 €				
Slovaquie, couronne									
20 SKK	0,66 €								
50 SKK		1,66 €							
100 SKK		3,32 €							
200 SKK			6,64 €						
500 SKK				16,60 €					
1 000 SKK					33,19 €				
5 000 SKK							165,97 €		
Slovénie, tolar									
10 SIT	0,04 €								
20 SIT	0,08 €								
50 SIT	0,21 €								
100 SIT	0,42 €								
200 SIT	0,83 €								
500 SIT		2,09 €							
1 000 SIT		4,17 €							
5 000 SIT					20,86 €				
10 000 SIT					41,73 €				
Bosnie, mark									
1 BAM	0,53 €								
5 BAM		2,66 €							
10 BAM			5,31 €						
20 BAM				10,63 €					
50 BAM					26,58 €				
100 BAM						53,17 €			
200 BAM							106,33 €		
Bulgarie, lev									
2 BGN		1,06 €							
5 BGN		2,66 €							
10 BGN			5,31 €						
20 BGN				10,63 €					
50 BGN					26,58 €				
100 BGN						53,16 €			
Croatie, kuna									
5 HRK	0,69 €								
10 HRK		1,38 €							
20 HRK		2,77 €							
50 HRK			6,93 €						
100 HRK				13,85 €					
200 HRK					27,70 €				
500 HRK						69,26 €			
1 000 HRK							138,52 €		
Danemark, couronne									
10 DKK		1,39 €							
20 DKK		2,79 €							
50 DKK			6,97 €						
100 DKK				13,95 €					
500 DKK						69,73 €			
1 000 DKK							139,45 €		
Hongrie, forint									
200 HUF	0,70 €								
500 HUF		1,76 €							
1 000 HUF		3,52 €							
2 000 HUF			7,05 €						
5 000 HUF				17,63 €					
10 000 HUF					35,25 €				
20 000 HUF						70,50 €			
Islande, couronne									
10 ISK	0,06 €								
50 ISK	0,32 €								
100 ISK	0,65 €								
1 000 ISK			6,48 €						
2 000 ISK				12,97 €					
5 000 ISK					32,42 €				

Norvège, couronne									
50 NOK			6,63 €						
100 NOK				13,26 €					
200 NOK					26,52 €				
500 NOK						66,30 €			
1 000 NOK							132,60 €		
Pologne, zloty									
10 PLN		2,46 €							
20 PLN		4,92 €							
50 PLN				12,30 €					
100 PLN					24,60 €				
200 PLN					49,19 €				
Roumanie, leu									
1 RON	0,24 €								
5 RON		1,18 €							
10 RON		2,36 €							
50 RON				11,81 €					
100 RON					23,62 €				
200 RON					47,25 €				
500 RON							118,12 €		
Royaume-Uni, livre									
5 GBP			6,05 €						
10 GBP				12,09 €					
20 GBP					24,18 €				
50 GBP						60,47 €			
Russie, rouble									
100 RUB		2,44 €							
200 RUB		4,88 €							
500 RUB				12,20 €					
1 000 RUB					24,41 €				
5 000 RUB							122,04 €		
10 000 RUB								244,09 €	
50 000 RUB									1 220,44 €
100 000 RUB									2 440,89 €
Serbie, dinar									
10 RSD	0,09 €								
20 RSD		0,18 €							
50 RSD									
100 RSD									
200 RSD			1,83 €						
500 RSD			4,56 €						
1 000 RSD				9,13 €					
5 000 RSD					45,66 €				
Suède, couronne									
10 SEK		1,21 €							
20 SEK		2,42 €							
50 SEK				6,06 €					
100 SEK					12,12 €				
500 SEK						60,62 €			
1 000 SEK							121,23 €		
Suisse, franc									
10 CHF			8,41 €						
20 CHF				16,83 €					
50 CHF					42,07 €				
100 CHF						84,14 €			
200 CHF							168,28 €		
1 000 CHF								841,40 €	
Turquie, livre									
1 YTL	0,41 €								
5 YTL		2,06 €							
10 YTL		4,12 €							
20 YTL			8,24 €						
50 YTL					20,61 €				
100 YTL					41,22 €				
Afrique du Sud, rand									
10 ZAR	0,80 €								
20 ZAR		1,60 €							
50 ZAR		4,01 €							
100 ZAR			8,03 €						
200 ZAR				16,07 €					
Brésil, real									
1 BRL	0,35 €								
2 BRL	0,70 €								
5 BRL		1,76 €							
10 BRL		3,52 €							
20 BRL			7,04 €						
50 BRL				17,60 €					
100 BRL					35,19 €				

Chine, yuan									
	5 CNY	0,64 €							
	10 CNY		1,28 €						
	20 CNY		2,56 €						
	50 CNY			6,39 €					
	100 CNY				12,78 €				
États-Unis, dollar									
	1 USD	0,79 €							
	5 USD		3,95 €						
	10 USD			7,90 €					
	20 USD				15,79 €				
	50 USD					39,48 €			
	100 USD						78,97 €		
Inde, roupie									
	5 INR	0,07 €							
	10 INR	0,13 €							
	20 INR	0,26 €							
	50 INR	0,66 €							
	100 INR		1,32 €						
	500 INR			6,63 €					
	1 000 INR				13,26 €				
Israël, shekel									
	1 ILS	0,22 €							
	5 ILS		1,10 €						
	10 ILS		2,21 €						
	20 ILS		4,42 €						
	50 ILS				11,05 €				
	100 ILS					22,09 €			
	200 ILS						44,18 €		
Japon, yen									
	100 JPY	0,79 €							
	500 JPY		3,95 €						
	1 000 JPY			7,90 €					
	2 000 JPY				15,81 €				
	5 000 JPY					39,52 €			
	10 000 JPY						79,05 €		
Maroc, dirham									
	20 MAD		1,86 €						
	25 MAD		2,33 €						
	50 MAD		4,65 €						
	100 MAD			9,30 €					
	200 MAD				18,61 €				

## Déclaration du Parlement européen sur l'introduction des billets de 1 et 2 euros Mardi 25 octobre 2005, Strasbourg

Le Parlement européen,  
vu l'article 116 de son règlement,

- A. considérant le malaise que de nombreux citoyens éprouvent encore vis-à-vis de l'euro ;
- B. considérant l'impact que l'absence de billets de 1 et de 2 euros a sur la perception de la valeur de la monnaie ;
- C. estimant que l'absence des billets en question a également une influence négative sur la perception de la valeur nominale des centimes ;
- D. considérant les avantages que l'émission et la circulation de billets de 1 et 2 euros pourraient avoir sur l'inflation et sur le contrôle de la vie chère ;
- E. estimant qu'en vue de l'introduction prochaine de la monnaie unique dans les nouveaux États membres, il apparaît encore plus urgent de prendre une décision sur l'émission des nouveaux billets ;
- F. considérant les avantages indiscutables que l'introduction de ces billets apporterait dans tous les États membres ;

1. demande à la Commission, au Conseil et à la Banque centrale européenne de reconnaître la nécessité de procéder à l'émission de billets de 1 et de 2 euros ;
2. charge son Président de transmettre la présente déclaration, accompagnée du nom des signataires, au Conseil, à la Commission, à la Banque centrale européenne et aux gouvernements des États membres.

## Déclaration du Parlement européen sur l'introduction des billets de 1 et 2 euros Mardi 25 octobre 2005, Strasbourg

### Liste des signataires :

Adamos Adamou (Chypre), Vittorio Agnoletto (Italie), Gabriele Albertini (Italie), Alfonso Andria (Italie), Laima Liucija Andrikenė (Lituanie), Roberta Angelilli (Italie), Alfredo Antonozzi (Italie), Kader Arif (France), Stavros Arnautakis (Grèce), Robert Atkins (Royaume-Uni), John Attard-Montalto (Malte), Marie-Hélène Aubert (France), Jean-Pierre Audy (France), María del Pilar Ayuso González (Espagne), Roselyne Bachelot-Narquin (France), Maria Badía i Cutchet (Espagne), Etelka Barsi-Pataky (Hongrie), Alessandro Battilocchio (Italie), Katerina Batzeli (Grèce), Edit Bauer (Slovaquie), Christopher Beazley (Royaume-Uni), Zsolt László Becsey (Hongrie), Panagiotis Beglitis (Grèce), Irena Belohorská (Slovaquie), Jean-Luc Bennaïm (France), Rolf Berend (Allemagne), Maria Berger (Autriche), Sergio Berlato (Italie), Šarūnas Birutis (Lituanie), Emma Bonino (Italie), Guy Bono (France), Vito Bonsignore (Italie), Mario Borghezio (Italie), Jean-Louis Bourlanges (France), John Bowis (Royaume-Uni), Emine Bozkurt (Pays-Bas), Iles Braghetto (Italie), Mihael Brejc (Slovénie), Hiltrud Breyer (Allemagne), Andreas Brie (Allemagne), Elmar Brok (Allemagne), Renato Brunetta (Italie), Niels Busk (Danemark), Simon Busuttil (Malte), Milan Cabrnoch (République Tchèque), Luis Manuel Capoulas Santos (Portugal), Marie-Arlette Carlotti (France), Maria Carlshamre (Suède), David Casa (Malte), Michael Cashman (Royaume-Uni), Daniel Caspary (Allemagne), Françoise Castex (France), Giuseppe Castiglione (Italie), Pilar del Castillo Vera (Espagne), Charlotte Cederschiöld (Suède), Lorenzo Cesa (Italie), Jorgo Chatzimarkakis (Allemagne), Zdzisław Kazimierz Chmielewski (Pologne), Ole Christensen (Danemark), Sylwester Chruszcz (Pologne), Paolo Cirino Pomicino (Italie), Philip Claeys (Belgique), Luigi Cocilovo (Italie), Dorette Corbey (Pays-Bas), Thierry Cornillet (France), Fausto Correia (Portugal), Jean-Louis Cottigny (France), Simon Coveney (Irlande), Marek-Aleksander Czarnecki (Pologne), Ryszard Czarnecki (Pologne), Massimo D'Alema (Italie), Joseph Daul (France), Maria Da Assunção Esteves (Portugal), Chris Davies (Royaume-Uni), Véronique De Keyser (Belgique), Panayiotis Demetriou (Chypre), Gianni De Michelis (Italie), Gérard Deprez (Belgique), Marielle De Sarnez (France), Marie-Hélène Descamps (France), Harlem Désir (France), Albert Dess (Allemagne), Nirj Deva (Royaume-Uni), Christine De Veyrac (France), Agustín Díaz De Mera García Consegua (Espagne), Koenraad Dillen (Belgique), Giorgos Dimitrakopoulos (Grèce), Armando Dionisi (Italie), Antonio Di Pietro (Italie), Bert Doorn (Pays-Bas), Manuel António Dos Santos (Portugal), Avril Doyle (Irlande), Mojca Drčar Murko (Slovénie), Árpád Duka-Zólyomi (Slovaquie), Antoine Duquesne (Belgique), Michl Ebner (Italie), James Elles (Royaume-Uni), Edite Estrela (Portugal), Harald Ettl (Autriche), Camiel Eurlings (Pays-Bas), Robert Evans (Royaume-Uni), Richard Falbr (République Tchèque), Carlo Fatuzzo (Italie), Claudio Fava (Italie), Szabolcs Fazakas (Hongrie), Markus Ferber (Allemagne), Emanuel Fernandes (Portugal), Fernando Fernández Martín (Espagne), Anne Ferreira (France), Ilda Figueiredo (Portugal), Christoffer Fjellner (Suède), Věra Flasarová (République Tchèque), Karl-Heinz Florenz (Allemagne), Alessandro Foglietta (Italie), Nicole Fontaine (France), Anna Elzbieta Fotyga (Pologne), Janelly Fourtou (France), Carmen Fraga Estévez (Espagne), Monica Frassoni (Italie), Duarte Freitas (Portugal), Ingo Friedrich (Allemagne), Kinga Gál (Hongrie), Milan Gafa (Slovaquie), Gerardo Galeote Quecedo (Espagne), José Manuel García-Margallo y Marfil (Espagne), Giuseppe Gargani (Italie), Salvador Garriga Polledo (Espagne), Jas Gawronski (Italie), Bronisław Geremek (Pologne), Claire Gibault (France), Adam Gierek (Pologne), Ioannis Kiklavakis (Grèce), Bogdan Golik (Pologne), Bruno Gollnisch (France), Ana Gomes (Portugal), Hélène Goudin (Suède), Genowefa Grabowska (Pologne), Luis De Grandes Pascual (Espagne), Louis Grech (Malte), Nathalie Griesbeck (France), Elly De Groen-Kouwenhoven (Pays-Bas), Mathieu Grosch (Belgique), Françoise Grossetête (France), Lili Gruber (Italie), Ambroise Guellec (France), Zita Gurmai (Hongrie), Cristina Gutiérrez-Cortines (Espagne), Catherine Guy-Quint (France), Benoît Hamon (France), Malgorzata Handzlik (Pologne), Kostantinos Hatziadakis (Grèce), Gyula Hegyi (Hongrie), Jacky Henin (France), Erna Hennicot-Schoepges (Luxembourg), Edit Herczog (Hongrie), Esther Herranz García (Espagne), Luis Herrero-Tejedor (Espagne), Ján Hudacký (Slovaquie), Alain Hutchinson (Belgique), Jana Hybášková (République Tchèque), Toomas Hendrik Ilves (Estonie), Carlos José Iturgaiz Angulo (Espagne), Mieczysław Edmund Janowski (Pologne), Livia Járóka (Hongrie), Georg Jarzembowski (Allemagne), Elisabeth Jeggle (Allemagne), Anne Jensen (Danemark), Karin Jöns (Allemagne), Ona Juknevičienė (Lituanie), Jelko Kacin (Slovénie), Filip Kaczmarek (Pologne), Syed Kamall (Royaume-Uni), Georgios Karatzaferis (Grèce), Ioannis Kasoulides (Chypre), Tunne Kelam (Estonie), Glenys Kinnock (Royaume-Uni), Ewa Klant (Allemagne), Christa Kläss (Allemagne), Dieter-Lebrecht Koch (Allemagne), Silvana Koch-Mehrin (Allemagne), Christoph Konrad (Allemagne), Eija-Riitta Korhola (Finlande), Magda Kósáné Kovács (Hongrie), Miloš Koterec (Slovaquie), Sergej Kozlík (Slovaquie), Rodi Kratsa-Tsagaropoulou (Grèce), Wolfgang Kreissl-Dörfler (Allemagne), Girts-Valdis Kristovskis (Lettonie), Barbara Kudrycka (Pologne), Romano Maria La Russa (Italie), André Laignel (France), Stavros Lambrinidis (Grèce), Vytautas Landsbergis (Lituanie), Carl Lang (France), Anne Laperrouze (France), Vincenzo Lavarra (Italie), Stéphane Le Foll (France), Jean-Marie Le Pen (France), Marine Le Pen (France), Fernand Le Rachinel (France), Bernard Lehideux (France), Klaus-Heiner Lehne (Allemagne), Jo Leinen (Allemagne), Enrico Letta (Italie), Bogusław Liberadzki (Pologne), Marcin Libicki (Pologne), Peter Liese (Allemagne), Pia Elda Locatelli (Italie), Raffaele Lombardo (Italie), Antonio López-Istúriz White (Espagne), Patrick Louis (France), Albert Jan Maat (Pays-Bas), Jamila Madeira (Portugal), Toine Manders (Pays-Bas), Thomas Mann (Allemagne), Mario Mantovani (Italie), Helmuth Markov (Allemagne), Sérgio Marques (Portugal), Maria Martens (Pays-Bas), David Martin (Royaume-Uni), Jean-Claude Martinez (France), Jan Tadeusz Masiel (Pologne), Antonio Masip Hidalgo (Espagne), Véronique Mathieu-Houillon (France), Ana Mato Adrover (Espagne), Marios Matsakis (Chypre), Yiannakis Matisis (Chypre), Maria Matsouka (Grèce), Mario Mauro (Italie), Manolis Mavrommatis (Grèce), Jaime Mayor Oreja (Espagne), Mairead Mc Guinness (Irlande), Edward Mc Millan-Scott (Royaume-Uni), Iñigo Méndez De Vigo (Espagne), Marianne Mikko (Estonie), Miroslav Mikolášik (Slovaquie), Andreas Mölzer (Autriche), Claude Moraes (Royaume-Uni), Eluned Morgan (Royaume-Uni), Luisa Morgantini (Italie), Philippe Morillon (France), Cristiana Muscardini (Italie), Joseph Muscat (Malte), Francesco Musotto (Italie), Alessandra Mussolini (Italie), Sebastiano (Nello) Musumeci (Italie), Giorgio Napolitano (Italie), Robert Navarro (France), Angelika Niebler (Allemagne), Lambert Van Nistelrooij (Pays-Bas), Ljudmila Novak (Slovénie), Raimon Obiols i Germà (Espagne), Péter Olajos (Hongrie), Ria Oomen-Ruijten (Pays-Bas), Csaba Öry (Hongrie), Siiri Oviir (Estonie), Doris Pack (Allemagne), Marie Panayotopoulos-Cassiotou (Grèce), Marco Pannella (Italie), Pier Antonio Panzeri (Italie), Dimitrios Papadimoulis (Grèce), Georgios Papastamkos (Grèce), Neil Parish (Royaume-Uni), Rolandas Pavilionis (Lituanie), João de Deus Pinheiro (Portugal), József Pinior (Pologne), Umberto Pirilli (Italie), Paweł Bartłomiej Piskorski (Pologne), Lapo Pistelli (Italie), Gianni Pittella (Italie), Zita Pleštinšská (Slovaquie), Guido Podestà (Italie), Adriana Poli Bortone (Italie), José Javier Pomés Ruiz (Espagne), Berndt Posselt (Allemagne), Christa Prets (Autriche), Vittorio Prodi (Italie), Luis Queiró (Portugal), Vladimir Remek (République Tchèque), Karin Resetarits (Autriche), Herbert Reul (Allemagne), José Ribeiro e Castro (Portugal), Teresa Riera Madurell (Espagne), Frédérique Ries (Belgique), Giovanni Rivera (Italie), Zuzana Roithová (République Tchèque), Luca Romagnoli (Italie), Wojciech Roszkowski (Pologne), Mechtilid Rothe (Allemagne), Paul Rübig (Autriche), Luisa Fernanda Rudi Ubeda (Espagne), Leopold Józef Rutowicz (Pologne), Eoin Ryan (Irlande), Guido Sacconi (Italie), Tokia Saifi (France), Aloyzas Sakalas (Lituanie), José Ignacio Salasfranca Sánchez-Neyra (Espagne), María Isabel Salinas García (Espagne), Matteo Salvini (Italie), Antonis Samaras (Grèce), Michele Santoro (Italie), Amalia Sartori (Italie), Jacek Saryusz-Wolski (Pologne), Luciana Sbarbati (Italie), Lydia Schenardi (France), Agnes Schierhuber (Autriche), Jürgen Schröder (Allemagne), Elisabeth Schroedter (Allemagne), Andreas Schwab (Allemagne), Richard Seeber (Autriche), Czesław Adam Siekierski (Pologne), Nikolaos Sifunakis (Grèce), José Albino Silva Peneda (Portugal), Kathy Sinnott (Irlande), Marek Siwiec (Pologne), Nina Škottová (République Tchèque), Renate Sommer (Allemagne), Bogusław Sonik (Pologne), Maria Sornosa Martínez (Espagne), Sérgio Sousa Pinto (Portugal), Jean Spautz (Luxembourg), Francesco Enrico Speroni (Italie), Grażyna Staniszevska (Pologne), Margarita Starkevičiūtė (Lituanie), Ursula Stenzel (Autriche), Struan Stevenson (Royaume-Uni), Ivo Strejček (République Tchèque), Alexander Stubb (Finlande), Robert Sturdy (Royaume-Uni), Margie Sudre (France), Hannes Swoboda (Autriche), József Szájer (Hongrie), Konrad Szymański (Pologne), Csaba Sándor Tabajdi (Hongrie), Antonio Tajani (Italie), Charles Tannock (Royaume-Uni), Salvatore Tatarella (Italie), Britta Thomsen (Danemark), Patrizia Toia (Italie), Antonios Trakatellis (Grèce), Kyriacos Triantaphyllides (Chypre), Evangelia Tzampazi (Grèce), Thomas Ulmer (Allemagne), Nikolaos Vakalis (Grèce), Margriet van den Berg (Pays-Bas), Frank Vanhecke (Belgique), Johan Van Hecke (Belgique), Daniel Varela Suanzes-Carpegna (Espagne), Ioannis Varvitsiotis (Grèce), Ari Vatanen (France), Riccardo Ventre (Italie), Marcello Vernola (Italie), Alejo Vidal-Quadras Roca (Espagne), Marta Vincenzi (Italie), Karl Von Wogau (Allemagne), Sahra Wagenknecht-Niemeyer (Allemagne), Henri Weber (France), Anja Weisgerber (Allemagne), Anders Wijkman (Suède), Janusz Wojciechowski (Pologne), Corien Wortmann-Kool (Pays-Bas), Marilisa Xenogiannakopoulou (Grèce), Anna Záborská (Slovaquie), Zbigniew Zaleski (Pologne), Mauro Zani (Italie), Stefano Zappalà (Italie), Vladimír Železný (République Tchèque), Roberts Zīle (Lettonie), Nicola Zingaretti (Italie), Jaroslav Zvěřina (République Tchèque).

**Répartition par pays :** Allemagne, 37 députés ; Autriche, 10 députés ; Belgique, 10 députés ; Chypre, 6 députés ; Danemark, 4 députés ; Espagne, 28 députés ; Estonie, 4 députés ; Finlande, 2 députés ; France, 45 députés ; Grèce, 22 députés ; Hongrie, 13 députés ; Irlande, 5 députés ; Italie, 66 députés ; Lettonie, 2 députés ; Lituanie, 7 députés ; Luxembourg, 2 députés ; Malte, 5 députés ; Pays-Bas, 12 députés ; Pologne, 27 députés ; Portugal, 16 députés ; République Tchèque, 10 députés ; Royaume-Uni, 18 députés ; Slovaquie, 10 députés ; Slovénie, 4 députés ; Suède, 5 députés.